

par un article bien intéressant et surtout instructif sur l'Aérostation, ou l'art de voyager dans les airs au moyen de ballons. Ce sujet devra nécessairement être recherché avec avidité, vu l'usage fréquent que l'on fait actuellement en Europe de ces voitures aériennes, qui ont encore de grands perfectionnements à recevoir, et avec lesquelles plus tard quelque nouveau Colomb ira peut-être découvrir un monde à 80 millions de lieues de nous, afin d'ouvrir à un nouveau Cartier la route d'un nouveau St. Laurent.

*Un souvenir du Caire et Les Chevaliers-Templiers* sont des esquisses de mœurs anciennes, qui trouvent avantageusement une place dans l'*Album*, qui offre une si grande variété de sujets, et qui fait succéder au grave le léger et au triste l'agréable. C'est ainsi qu'après avoir lu la description de la mort des Templiers, nous sautons à la fin du 18e siècle, pour rencontrer Louis-Philippe, trente ans plus tard, Roi des Français, errant en Finlande, ou son voyage n'est pas sans aventure, et qui nous fournit un exemple de plus de cette vérité, passée en proverbe, que le malheur et la prospérité se suivent de près.

L'*Album* contient en outre une pièce de vers due à la verve poétique de M. Chs. Lévesque que les lecteurs de l'*Album* connaissent déjà avantageusement. Je ne puis que le féliciter de ce nouvel essai sur un sujet grave si adapté au temps religieux où nous sommes arrivés. Seulement si j'avais une observation à lui faire, je lui dirais que le septième vers de la quatrième strophe n'est peut-être pas parfaitement historique, ce qui du reste peut s'appeler une licence poétique.

Quant au *Voyage de la Grande Charteuse*, par un Jeune Canadien, quel qu'en soit l'auteur, il n'est pas douteux que les descriptions n'y sont pas données et agréables. Elles paraissent forcées et faites après un laborieux travail. Les récits y sont préférables; et quoique ce morceau, ce qui y est dit soit de la plume d'un compatriote, je ne puis m'empêcher d'avouer qu'il ne manque pas de sujets qui eussent pu être d'avantage et eussent fourni moyen à quelque aimable digression. Monsieur F. G. M., si l'auteur du goût d'écrire, ferait bien mieux de chanter son pays, dont les beautés sont si peu connues, et qui devraient enthousiasmer sa jeune imagination.

M. Duverray nous annonce en terminant qu'il se décide, sur les nombreux et respectables invitations qui lui en sont faites, à ne pas donner à sa publication littéraire et musicale le coup de mort dont il la garantissait depuis deux ans, et qu'ainsi l'*Album* va continuer à se publier après la prochaine livraison. Je me réjouis de cette nouvelle, car tout en montrant l'esprit d'entreprise dont M. Duverray a déjà donné tant de preuves, cette détermination conserve au pays la seule publication littéraire qu'il possède. C'est maintenant aux amis de la littérature à faire leur devoir en secondant M. Duverray et souscrivant à son *Album*.

(Compliqué.)

## TRIBUNAUX.

### Cour Supérieure.

MAJOR vs. MCGILLIVRAY.

#### DIFFAMATION.

Montréal, 16 décembre 1850.

Le demandeur se plaignait de ce que le défendeur l'avait accusé d'avoir commis un parjure, par ces termes: *il est parjuré*. Cependant il ne réussit à prouver aucune chose qu'un propos suivant lequel le défendeur aurait imputé au demandeur un « faux serment ». La cour avait à se prononcer sur la diffamation par ces mots allégués dans la demande, et de ceux dont le demandeur avait fait preuve. Ceci ne lui parut pas constituer une simple variante de mots puisque, dans notre présente législation, si certains termes sont indiqués, ayant un sens déterminé, et qu'il y ait preuve que d'autres mots d'un sens absolument identique, ont été employés, la cour en ce cas, ne doit pas s'arrêter. Telle serait, par exemple, l'espèce d'un homme qui, en se plaignant qu'un autre lui aurait appliqué l'épithète d'« escroc », prouverait celle de « voleur ». Ces deux mots impliquent une même offense. Sur ce principe, il y avait à considérer si faire « un faux serment » équivalait à « commettre un parjure ». La cour n'entretint pas cette opinion. Le crime de parjure est punissable criminellement, et celui qui l'a fait ne l'a pas dans une intention innocente, tandis que celui qui a fait un faux serment, l'a pu faire innocemment. Un faux serment n'est donc pas nécessairement un parjure, et les expressions énoncées dans la déclaration n'étaient pas les synonymes de celles dont le demandeur avait administré la preuve. Le défendeur, accusé d'avoir appelé le demandeur un parjure, ne peut aucunement se justifier de cette imputation; mais, s'il eût été accusé d'avoir dit au demandeur qu'il avait fait un faux serment, en ce cas il se fût trouvé à même de présenter une explication sur la circonstance où le propos avait été tenu, et de prouver qu'il n'avait pas eu l'intention d'attribuer au demandeur l'intention de commettre un parjure. — Action renvoyée avec dépens.

DEMERS vs. MCGILLIVRAY.

#### DIFFAMATION.

Cette affaire se rapportait aux mêmes circonstances que la précédente. Le demandeur était le greffier, et le défendeur l'un des commissaires d'une cour sommaire.

Il parut à la Cour que le demandeur s'était ingéré dans une transaction sur un sujet d'une portée criminelle pour parjure contre un individu du nom de Morin, celui-ci ayant fait son billet pour acquitter une ancienne dette et régler la totalité d'une manière qui cependant n'était pas évidemment prouvée. Ce procédé avait déplu à McGillivray (défendeur) qui dit que cette conduite tendait à encourager les gens à

se parjurer. La Cour fut d'avis que le défendeur avait pu convenablement se permettre cette observation. Il n'avait pas accusé le demandeur d'avoir prêté un serment, ni d'avoir commis un parjure; il avait seulement dit que, par sa conduite, le demandeur se prêtait lui-même à la commission d'un parjure, et tel était aussi le cas.

L'honorable Juge C. Mondelet ajouta que, dans le cas dont il s'agit, le commissaire n'avait fait que donner une leçon à son Greffier; qu'il résultait de la preuve offerte que sur la demande qu'avait faite Demers au défendeur « pourquoi il l'accusait d'engager les gens à se parjurer », celui-ci, avait répondu: « jamais »; que, peut-être, si les commissaires de cette Cour avaient à reprendre leur Greffier en cette occurrence, ils devaient observer un peu plus l'étiquette que n'avait fait le demandeur. « Mais, à la campagne, dit-il, le peuple s'exprime franchement, et il serait absurde de l'assujettir à des méthodes raffinées. » — Renvoyée avec dépens.

COUR DE CHANCELLERIE. — HAUT-CANADA.

ARTHURSTON vs. DALLEY.

(Un journal anglais du Haut-Canada publie la relation judiciaire dont suit une traduction.)

Le juge, en rendant son arrêt dans cette espèce, entra dans le détail des considérations qui en étaient la base, et déclara d'abord que les faits de la cause étaient suffisamment prouvés, et le principe dont ces faits demandaient l'application, fort clair.

En 1835, le demandeur, gentleman domicilié dans l'île de Nevis, employa Henry Dalley, l'un des défendeurs, en qualité d'agent pour un achat de terres à Malahide, où ce dernier demeurerait. Il parut qu'un ami commun avait recommandé Dalley pour homme apte à rendre ce service, et que le demandeur fut induit à concevoir une opinion très avantageuse de l'intégrité de son mandataire, et que, de fait, il lui accorda implicitement sa confiance. Des sommes d'argent considérables lui furent remises pour l'objet que nous venons d'expliquer, et c'est de là qu'est originaire la transaction déférée à ce tribunal.

La Plainte alléguait qu'en sa qualité d'agent du demandeur, Dalley acheta l'immeuble N° 2, dans la 2e concession de Malahide, moyennant £500, en acquittant le prix de l'argent du demandeur, et prétendit frauduleusement que le montant de cette acquisition s'élevait à £1,000, en s'appropriant la différence, qui était de £500. Quant à ce chef, la Plainte concluait qu'il fut ordonné au défendeur de transférer l'immeuble au demandeur au montant de la valeur actuelle, et de restituer les £500. Elles énonçaient en outre que deux terrains exiguës situés dans la ville de Davenport, appartenant à Dalley, avaient été par lui vendus au demandeur sur de fausses représentations quant à leur valeur, et concluait à la nullité de ces ventes. Le demandeur déclarait en troisième lieu que son agent avait employé les sommes reçues à acquiescer au paiement d'autres terres à Malahide, et il demandait compte, et aussi qu'il fut adjugé qu'il (le demandeur) avait un privilège sur ces immeubles ainsi achetés ou améliorés à même ses deniers.

Toutant la première transaction, il fut admis qu'en effet l'immeuble N° 2 avait été payé £600, mais le défendeur soutint que l'achat en avait été effectué avant qu'il ne fût l'agent du demandeur, et que, dans l'intervalle de 15 mois, entre l'époque de cette acquisition et celle du mandat, la propriété avait de beaucoup augmenté en valeur par les diverses impenses faites pour l'améliorer; et que, dans tous les cas, ce marché avait été conclu pour le seul bénéfice du demandeur et qu'il lui avait été très avantageux.

L'honorable juge témoigna sa surprise d'entendre soutenir que cette transaction fût maintenue, dans l'hypothèse même de la vérité des assertions du défendeur. Comme règle générale, dit-il, la loi désavoue des contrats de cette espèce, sans égard aux avantages ou aux inconvénients qui en peuvent advenir au principal intéressé, et sans exiger des preuves de fraude ou de cela de part de l'agent. Elle a posé un grand principe qui a son fondement dans la raison, la morale et l'ordre public, contre la validité des contrats réalisés de cette manière par le fait d'un agent. Comment un pareil contrat pourrait-il valoir? En quoi l'assentiment mutuel a-t-il concouru? Un contrat, comme acte de raison, doit être accompagné de consentement, de délibération, l'esprit posant comme dans une balance le bien et le mal que font apparaître les deux côtés de l'affaire. Mais si l'agent, qui devrait peser les conditions pour son mandant, devient précisément l'acte par lequel ces conditions préjudiciables, comment un contrat est-il possible? Comment peut-on maintenir un semblable contrat conséquemment avec les rapports entre l'intéressé principal et son agent? L'intéressé principal, s'en remettant de son affaire à un agent, contracte avec lui sur la foi qu'il a dans son jugement impartial; et il a droit au bénéfice de ses conseils et à la communication entière des circonstances qui peuvent affecter ses intérêts. Mais comment l'agent peut-il s'acquiescer de ce devoir en se permettant d'y confondre son intérêt personnel? En égard à la fragilité de la nature humaine dans les affaires d'intérêt personnel, à la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, de servir deux maîtres à la fois; à l'impossibilité absolue où sont les tribunaux, quelle qu'en soit l'organisation, d'extirper les fraudes qui doivent évincer tout ressort d'une pareille conduite en affaires, — n'est-il pas évident, que la règle de droit qui prohibe les contrats susceptibles de telles conséquences, s'appuie sur le principe le plus clair de morale publique? Ces principes sont ceux qui dirigent cette cour, relativement cette classe de contrats, en général, il n'est pas besoin de démontrer par

des arguments la nécessité de leur application à la présente espèce.

Mais, l'on prétendit que le demandeur a pendant si longtemps acquiescé à ce contrat, qu'il est présentement non recevable à venir en demander la rescision. Il n'est pas douteux que de tels contrats ont besoin d'être ratifiés, à moins que l'intéressé principal n'y ait assez longtemps acquiescé pour être ensuite inhabile à solliciter la protection d'une cour d'équité. Mais, en ce cas, le mot acquiescement implique information des circonstances qui en forment la matière. Peut-on dire que l'intéressé principal a pu ratifier le contrat, tant qu'on l'a laissé dans l'ignorance de tout ce qui devait rendre cette ratification nécessaire? Et n'est-ce pas sur celui qui plaide la validité d'un contrat effectué de cette manière que retombe le fardeau de la preuve? Si l'on se réfère aux premières informations données par le défendeur au demandeur, en tant qu'elles apparaissent en cette cause, il est amplement prouvé que, non-seulement ces informations ne révélèrent pas la vérité, mais qu'au contraire elles étaient soigneusement concertées pour en dériver la connaissance.

(Les renseignements en question sont contenus dans une lettre du défendeur qui y fait une description séduisante de l'immeuble en insinuant qu'un nommé George Robin l'avait convoité, et montre, par un assemblage de chiffres, que 4 mille dollars sont un prix disproportionné à la valeur de la propriété qui, bientôt, atteindrait à celle de huit mille dollars.)

La lettre écrite au demandeur par le défendeur, à ce sujet, fut citée par le Juge. Il observa qu'elle n'exprimait rien qui pût faire présumer au demandeur (qui n'avait eu aucune connaissance des faits pour être à même d'en juger personnellement) que la personne au jugement impartial et désintéressé de laquelle il s'était fié, s'était rendue d'elle-même incompétente à exécuter le devoir qu'elle s'était imposé, en se créant un intérêt diamétralement opposé à celui de son délégué. Elle n'indiquait certainement pas au demandeur que cet agent, en mélangant son propre intérêt à l'affaire, et contrebalçant par la peur de son mal fait, lui avait imposé pour cet immeuble à peu près le double du prix qu'il en avait donné, même d'après l'état qu'il produisait en cause. En supposant même, dit le Magistrat, que la ratification de ce contrat ait été possible, assurément, cette ratification au sujet d'un contrat aussi contestable par rapport à la manière dont on l'a négocié, accompagné d'une si grande dissimulation de la vérité et, en ce moment même, d'expressions fautes, devait être précédée d'une ample révélation de toutes les circonstances qui en affectaient l'objet, et de la plus grande facilité pour l'intéressé principal de s'en former une idée exacte.

Le défendeur alléguait en outre que la vente n'avait eu lieu que par l'entente d'un tiers désintéressé, M. Huggins, qu'il représentait comme l'agent du demandeur. La preuve établit, au contraire, que le demandeur s'était fié à M. Huggins, loin de placer en lui sa confiance. Dans le cas même (remarque le Juge) où le défendeur eût écarté cette preuve, il ne serait pas prouvé que M. Huggins eût en aucun temps été requis d'exprimer son jugement sur la transaction. Le fait contraire est en preuve, et M. Huggins a déclaré lui-même qu'il ne l'avait jamais consulté sur cette affaire, et c'est là qui prouve la vérité. La seule conclusion à laquelle on puisse en venir d'après les preuves, c'est que Dalley a fait achat de l'immeuble en sa qualité d'agent du demandeur, avec l'argent du demandeur, et la conséquence à en déduire est, il n'y a pas à en douter, que le contrat effectué par l'agent, ainsi que tous les avantages qu'il est susceptible de produire, affèrent à l'intéressé principal.

Afin de prouver, comme il l'affirmait, qu'il avait acheté de Davis le même immeuble, longtemps avant que la vente en ait été faite au demandeur, Dalley s'est prévalu d'un marché entre lui et Davis remontant au 5 mars 1835, et de l'acte de vente de Davis à Dalley, daté le 5 octobre 1835. Interrogé sur ce fait, Dalley a répondu qu'il avait fait cette acquisition en mars 1835, qu'il payait à cette époque £350 comptant, et donna son billet promissoire pour l'excédant.

Le Juge observa que la preuve du défendeur sur ce point était à quelques égards suspecte. Il en fit l'analyse et remarqua plusieurs contrastes et, particulièrement, une nature sur le mot « cinq » dans la date 1835 au contrat de vente, indiquant qu'il avait été exécuté en 1835, tandis qu'il avait été établi avant que la passion en avait eu lieu en 1836.

Ce qui surtout aggrava ces présomptions au désavantage du défendeur, fut une lettre de sa main du mois d'avril 1836. Écrivant au demandeur à cette époque où se poursuivait la négociation de l'affaire, il lui disait: « A l'automne, une récolte de blé doit être engrangée sur la terre et laissée à quelqu'un, comme vous pourrez alors prendre possession. Le contrat lui permet de l'emporter pour, emporter ses produits. Il vous faut payer l'intérêt de l'argent, n'en ayant pas assez, comme il sera donné billet pour le résider avec intérêt, et vous recevrez un acte aussitôt qu'il me parviendra, lequel sera régulièrement inscrit au bureau d'enregistrement ici avant que l'expédition ne vous en soit transmise. » Cette lettre du défendeur ne pouvait nullement se concilier avec sa réponse à l'interrogatoire.

Le Juge commenta assez longuement cette lettre, et inféra de son contenu que le contrat n'avait pas été terminé à l'époque où elle fut écrite, en avril 1836, mais qu'il n'avait été réellement parachevé que le 1er mai suivant.

Sur cette partie de la contestation, ajouta-t-il, cette lettre ne s'offre pas sous un autre point de vue que celui d'un exposé qui atteste que l'immeuble a été acquis par le dé-

fendeur, agissant pour le demandeur, et en son nom; et le défendeur ayant fait cet exposé au demandeur lorsqu'il était en moment d'agir sur la loi de ce qui lui était communiqué, qu'il ne pourrait, maintenant lui être permis de venir devant cette cour, d'en contester la vérité, sans mettre en oubli les principes constants de l'Équité. Le reste de la preuve justifie la même conclusion, et la tentative de s'approprier les £500 dont il est question, ne peut être envisagée que comme une fraude grossière de la part du défendeur.

Cette affaire est assurément remarquable. Elle ne met pas en relief une de ces occurrences assez ordinaires où la cherté des services professionnels ou, si on le veut, l'extrême élévation d'une indemnité pécuniaire élève une contestation. Ces circonstances en elles-mêmes ne sont pas des crimes; où le praticien exige plus qu'il ne faut, on le ramène facilement à la modération; il y a des estimateurs et des juges, et, en tout, des valeurs proportionnellement équitables. D'ailleurs, il peut être aussi commode à la malhonnêteté de vouloir déprécier la valeur des services obtenus, ou à la cupidité de l'homme d'affaires de vouloir exiger cette valeur, surtout lorsqu'une convention préalable ne l'a point limitée. Dans ces cas, il s'agit de règlement de compte, et non de fraude. Mais il en est bien autrement de l'acte par lequel une somme d'argent, sous couleur d'obligation, ou par des reticences malhonnêtes, est soustraite par l'homme d'affaires à son client trop crédule ou que le défaut de renseignements livre, sans défense à sa rapacité. C'est là le crime, et là la justice doit sévir. Cela arrive par le fait de ces *habiles* qui se croient d'autant plus sûrs de dépouiller les personnes sans défiance, qu'ils s'enveloppent d'apparences de légalité pour mieux couvrir la violation de cet esprit de justice qui étale le nerf de la loi, plane au-dessus de toutes les lois. S'il n'y avait un Tribunal d'Équité, que deviendrait le citoyen ou le citoyen honnête et privé d'instruction, aussi bien que le riche intelligent, instruit de ses droits, mais cédant à l'impulsion de la confiance? L'un et l'autre seraient la proie de ces pestes des sociétés civilisées. On ne parvient à se garantir de leurs atteintes que par la reconnaissance à la justice qui protège en ce cas les victimes par une répression pécuniaire et la haute d'une condamnation pour pratiques frauduleuses. Ce remède, plus fréquemment employé, aurait l'effet d'amoindrir considérablement, sinon d'extirper tout-à-fait, ces actes d'intime spoliation, par la crainte qu'ils inspireraient à leurs auteurs de se voir amener malgré eux sur une arène où le charlatanisme et ses accompagnements, n'abusent point l'inflexible Justice sur la nature et la portée des faits. Ils s'arrêteraient en fin de compte que ces manœuvres ne soient plus.

Les contrées barbares ou peu civilisées, offrent peu d'exemples de ces malhonnêtes spéculations; mais, dans les pays plus avancés, où le rapport de la civilisation, où les transactions sociales donnent de la valeur à la propriété, et créent un mouvement en faveur de l'accumulation des richesses, on leur voit aussi produire ce mal qui en est comme l'accessoire. Nous ne pouvons être exemptés de ce désavantage commun aux sociétés comme la nôtre. Il semblerait pourtant que dans cette portion de la province (Haut-Canada), nous y sommes plus exposés que d'autres. Dans les régions couvertes d'une population plus dense que ne l'est la nôtre, des transactions de cette sorte ont été plus généralement connues, et la valeur des propriétés plus facile à établir. Et, dans de pareilles circonstances, une fraude du genre de celle du défendeur dans la cause précédente, serait presque impossible. Mais le devoir imposé à la Cour la nécessité de protéger la société contre des manœuvres de cette espèce; et même, si un tel devoir paraissait douteux, il y avait en matière à reprocher contre l'administration de la justice dans ce Tribunal, si, considérant les particularités de cette espèce, elle n'avait pas déclaré que le demandeur a droit au bénéfice du contrat effectué en son nom par le défendeur, et que ce dernier doit lui rendre compte des sommes d'argent qu'il a injustement retenues.

## FAITS DIVERS.

(Du Courrier des États-Unis.)

FUSÉES DE SAUVETAGE. — Une expérience fort importante vient d'être faite à Tourin. Il s'agissait d'essayer des fusées destinées à porter avec justice, sur un point donné, et à une assez grande distance, une fusée dont l'un des bouts fixé au point de départ de la fusée. On comprend que de immenses services peut rendre, en cas d'incendie ou d'inondation, une corde lancée à des personnes en danger de périr, soit parce qu'elles sont renfermées à un étage supérieur d'une maison en flammes, soit parce qu'elles se trouvent entraînées par les eaux. Cette expérience a eu le résultat le plus satisfaisant. La distance à franchir par les fusées lancées était de bas en haut et de cent dix-huit mètres; ces fusées ont porté au point déterminé une pelote de ficelle qui sera conséquemment parvenue, dans un sinistre, à ceux auxquels elle aurait été lancée comme moyen de sauvetage. Les fusées employées dans cet essai ont le double avantage de ne pas projeter de flammes, et, par conséquent, de ne pouvoir ni blesser les personnes auxquelles on les lance, ni mettre le feu aux bâtiments sur lesquels elles tombent, et de coûter très-peu; elles reviennent environ à 1 fr. 50 c.

PENDULE ÉLECTRIQUE. — Un horloger de Saint-Etienne, M. Peyrol, fait fonctionner avec succès, depuis plus d'un mois, une pendule électrique qui marche avec la plus grande régularité. Les avantages en seront immenses, dit le journal qui annonce le fait, sur tout pour les établissements publics et les ohe-

mins de fer. Avec une seule horloge servant de moteur, on pourra, si bien peu de frais d'entretien, dans toutes les gares, stations, un endroit qui reproduit avec instantanéité les heures et leurs divisions. On pourra aussi, au moyen de fils conducteurs recouverts d'une substance isolante, donner l'heure dans toutes les maisons d'une rue et même de la ville entière, moyennant un abonnement modique que chaque particulier aurait à payer. On ne songerait donc plus à monter des pendules, à les faire réparer souvent à grands frais, et à les régler avec celle de l'hôtel-de-ville, laquelle étant prise comme seul moteur, donnerait pur l'heure, les minutes et les secondes, avec la plus entière exactitude.

Nos lecteurs n'ont pas oublié que, dès la fin de l'année dernière, M. Fourrier, le noble hôte de la Nouvelle-Orléans, avait déjà fait la plus heureuse application de l'électricité aux horloges.

(Du Canadien.)

KAMOURASKA. — Le Journal d'hier annonçait que M. CHAPUIS, marchand de St. Denis, a consenti à accepter la candidature du comté de Kamouraska, et qu'il est probable qu'il sera élu sans opposition. Si cela est, et nous n'avons pas lieu d'en douter, il faut croire que l'honorable M. Digne n'aura pas jugé à propos de résigner ses fonctions de conseiller législatif pour accepter la candidature que lui offrait si gracieusement l'avenir.

## ANNONCES.

### Avis AUX ENTREPRENEURS.

LES Syndics pour la construction d'une ÉGLISE ET L'ARCHISTE dans la Paroisse de St. Zénon, reçoivent des commissions le 15e JOUR de JANVIER prochain à 10 HEURES du matin, en la CHAPELLE de la dite Paroisse, pour la construction d'une Église et d'un presbytère. L'Église devra avoir 90 pieds de long sur 45 pieds de large et 32 pieds d'une pierre à l'autre de hauteur, et la sacristie 25 pieds quarrés. Le tout à mesure française et de décaux en décaux. Pour plus amples informations, voir les PLANS ET DEVIS pour référence. St. Zénon, ce 15 décembre 1850.

## ATTENTION!!!

### VRAI VIN FRANÇAIS SANS MELANGE.

M. HERVÉON & Cie., sollicités par des membres de leur famille, résidant aux portes de Bordeaux et en position d'acquiescer favorablement, viennent de recevoir par le navire « Parthos » un ASSORTIMENT de COGNAC et de VINS de qualités diverses, purs et généreux, qu'ils se proposent de vendre en gros et en détail, à des prix excessivement modérés.

C'est l'occasion pour les amateurs et pour le public en général, de renouer à ces mélanges funestes et corrosifs, à ces mixtures destructives des sens et de la santé. C'est aussi une opportunité pour M. M. du J. d'acquiescer à la consommation d'un vin pur, d'éviter à des degrés chimiques, et à des moments qui ne paraissent pas de donner un bon à certaines boissons étrangères jusqu'à l'excès.

A l'adresse: M. M. HERVÉON & Cie., coin des rues St. Vincent et Notre-Dame, N° 84. — Montréal, 3 Décembre, 1850.

### GABRIEL RICHARD ÉCCLÉSIASTIQUE ET CIVIL

POUR 1851,

A vendre chez E. R. FABRE ET Cie., Rue St. Vincent, N° 3, 19 nov. 1849.

## HOTEL RICHARD.

CETTE maison, déjà connue du public sous le nom de Pension Privée, est sise à l'extrémité supérieure de la Place Jacques-Cartier (ancien Marché-Neuf), au N° 7. Les familles et les personnes voyageant pour leur santé, y trouveront en tout temps des chambres convenablement meublées, la tranquillité, et toutes les attentions désirables. L'établissement a vue sur le fleuve et réunit à la beauté du site les avantages de la centralité, du voisinage du port et des administrations des chemins de fer. Prix égaux à ceux des hôtels où il y a table d'hôte.

## HECTOR L. LANGEVIN, AVOCAT.

Bureau, coin des rues St. Vincent et St. Thérèse, au-dessus de l'établissement de la Minerve. — Montréal, 8 novembre 1850.

## FRANÇOIS LEDUC.

INFORMATIONS DEMANDÉES. ON a besoin à ce bureau d'informations sur le Sieur François Leduc, qui serait décédé en Canada vers 1831 ou 1832. Ces informations sont demandées dans l'intérêt d'une famille Leduc, d'Alençon, en France. Bureau du Secrétaire Provincial, Toronto le 25 Octobre 1850.

A être publié pendant un mois dans les *Mélanges Religieux*, *La Minerve* et le *Journal de Québec*.

A VENDRE ou ÉCHANGER, un TERRAIN sis et situé au quartier St. Louis de la cité de Montréal, près de l'Évêché de Montréal, de la contenance de 40 pieds de front sur 164 de profondeur, tenant par devant à la rue St. Denis, d'un côté au propriétaire, de l'autre à M. Louis Joseph Pélissier, et par derrière joignant à M. Ricard avec une maison en bois à un étage, bien finie, 35 de front sur 32 de profondeur, chaudières et autres dépendances dessus construites.

Pour les conditions, qui seront des plus libérales, s'adresser au propriétaire sur les lieux, M. TOUSSAINT LADOUCEUR, ou au Notaire soussigné.

C. A. BRAULT, N. P. Montréal, 26 juillet 1850.